



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

lutte contre la pauvreté

Question au Gouvernement n° 176

Texte de la question

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

M. le président. La parole est à Mme Gisèle Biémouret, pour le groupe Nouvelle Gauche.

Mme Gisèle Biémouret. Monsieur le président, ma question s'adresse au Premier ministre.

« Je n'ai jamais séparé la République des idées de justice sociale, sans laquelle elle n'est qu'un mot ». Ces paroles de Jean Jaurès, remontant de l'ancien monde, restent la réalité du nouveau en ce jour de lutte contre la misère.

M. Christian Hutin. Très bien !

Mme Gisèle Biémouret. Dès 2013, l'ancienne majorité a mis en œuvre un plan de lutte contre la pauvreté...

M. Éric Straumann. On voit le résultat !

Mme Gisèle Biémouret. ...qui, conjugué à la singularité de notre modèle social, a permis d'amortir les effets injustes de la crise contre les plus fragiles.

Pour autant, neuf millions de nos concitoyens sont en situation de précarité. Le Président de la République a choisi de lancer une concertation...

M. Laurent Furst. Une de plus !

Mme Gisèle Biémouret. ...dédiée aux enfants. C'est un geste positif, car un enfant sur cinq vit sous le seuil de pauvreté.

Mais pour lutter contre la pauvreté des enfants, il faut également lutter contre celle de leurs familles grâce à une politique globale, dotée de moyens chiffrés. Or, vous menez sur le plan budgétaire une politique privilégiant les plus riches, une politique qui envoie des signaux contradictoires et qui pénalise directement les plus fragiles.

Derrière la baisse des APL, il y a des familles. Derrière la suppression brutale des contrats aidés et sans proposition alternative immédiate, il y a des mères isolées qui se retrouvent au RSA. Face à l'augmentation du forfait hospitalier et de la CSG, il y a des retraités modestes qui renoncent à des soins.

Nos concitoyens croient en la justice sociale certainement plus qu'en la théorie du ruissellement qui se nourrit uniquement d'inégalités et de désincarnation de la solidarité.

Pourquoi laissez-vous les allocataires du RSA au bord du chemin alors que vous estimez à juste titre que l'on ne peut vivre à moins de 900 euros quand on est une personne handicapée ou âgée ?

Monsieur le Premier ministre, quand on lutte contre la pauvreté, on ne doit pas choisir ceux qui méritent l'aide de l'État. (*Applaudissements sur les bancs du groupe NG.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement, porte-parole du Gouvernement.

M. Christophe Castaner, secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement, porte-parole du Gouvernement. Madame la députée, vous avez raison : un tel sujet implique le rejet de toute polémique politicienne et mérite la mobilisation de chacun d'entre nous.

Ce sont 20 % des enfants de France qui, aujourd'hui, vivent sous le seuil de pauvreté : trois millions d'enfants, un sur cinq ! Ce sont 36 % des familles monoparentales qui vivent sous le seuil de pauvreté !

M. Guy Bricout. Il est temps d'agir !

M. Christophe Castaner, secrétaire d'État. Nous nous sommes concentrés sur ces réalités du terrain, comme vous tous, sur tous ces bancs, qui portez dessus un regard attentif et volontariste. Nous agissons ! Il est inutile de polémiquer et de vouloir opposer les uns aux autres. Vous avez fait une citation : je me référerai quant à moi à Victor Hugo (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LR*) pour lequel il fallait limiter la pauvreté sans limiter la richesse. Au fond, je crois qu'il n'est pas nécessaire d'opposer systématiquement les uns aux autres. (*Applaudissements sur les bancs du groupe REM.*) Il est nécessaire de se mobiliser au quotidien et c'est ce que fait ce Gouvernement ! Nous luttons contre la pauvreté (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.* –*Protestations sur les bancs du groupe La France insoumise*)

Mme Danièle Obono. Bien sûr ! La rue manifeste !

M. Christophe Castaner, secrétaire d'État. ...quand nous agissons dans nos écoles, quand, dans les quartiers les plus difficiles de France, nous mettons en place des classes dédoublées et choisissons ainsi d'investir sur l'avenir, l'avenir de ces enfants privés de toute perspective en raison d'un déterminisme social et éducatif.

Mme Danièle Obono. Et l'ISF ?

M. Christophe Castaner, secrétaire d'État. Nous agissons en faveur du logement quand le Président de la République lance le programme « Logement d'abord » (*Applaudissements sur les bancs du groupe REM*)...

Mme Danièle Obono. Et les riches qui ont des yachts ?

M. Christophe Castaner, secrétaire d'État. ...pour faire en sorte que celles et ceux qui, aujourd'hui, sont cantonnés à être logés dans des hôtels trouvent une place d'accueil.

Nous agissons également dans le projet de loi de finances, quand nous revalorisons de manière exceptionnelle l'allocation adulte handicapé ou le minimum vieillesse, quand nous revalorisons le complément familial ou majorons l'allocation de soutien familial. Voilà des actions, voilà ce qui doit nous mobiliser !

Nous agissons également en écoutant les acteurs de la pauvreté. C'est pourquoi le Président de la République les a réunis à midi afin qu'avec eux nous puissions accompagner la pauvreté (*Protestations sur les bancs du groupe FI*)...

Mme Danièle Obono. Accompagner la pauvreté ? ?

M. Christophe Castaner, *secrétaire d'État*. ...en associant les femmes et les hommes qui en sont les premières victimes. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM. – Protestations sur les bancs du groupe FI.*)

Données clés

Auteur : [Mme Gisèle Biémouret](#)

Circonscription : Gers (2^e circonscription) - Nouvelle Gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 176

Rubrique : Pauvreté

Ministère interrogé : Relations avec le Parlement

Ministère attributaire : Relations avec le Parlement

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [18 octobre 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [18 octobre 2017](#)